

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/14651]

24 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les critères de priorisation et les modalités de l'appel à projets prévus par l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, l'article 2bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, et l'article 212bis du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, l'article 6, § 2, alinéa 5;

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, l'article 2bis, alinéa 5;

Vu le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, l'article 212bis ;

Vu l'avis de l'Inspection générale des Finances, donné le 26 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 novembre 2017 ;

Vu le protocole de négociation du 6 décembre 2018 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-medico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement ;

Vu le test « genre » du 6 février 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 13 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

Sur la proposition de la Ministre ayant en charge les bâtiments scolaires;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté prévoit les modalités pratiques de l'appel à projets en matière de création de places prévu à l'article 6, § 2, alinéa 5, du décret du 29 juillet 1992, à l'article 2bis, alinéa 5, du décret du 13 juillet 1998, et à l'article 212bis, alinéa 1^{er}, du décret du 3 mars 2004.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- l'administration : l'administration en charge des infrastructures au Ministère de la Communauté française;
- les instances participant au monitoring : la Direction générale du Pilotage du Système Educatif de l'Administration générale de l'Enseignement, avec laquelle coopèrent, en tant que membres invités, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS), et « perspective.brussels », en particulier l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) et le Service Ecole, et à laquelle sont associées, pour consultation, les associations représentatives de parents d'élèves telles que prévues à l'article 69, § 5, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;
- la Commission inter-caractère : la Commission inter-caractère visée à l'article 11 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française;
- le décret du 5 février 1990 : le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;
- le décret du 29 juillet 1992 : le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;
- le décret du 13 juillet 1998 : le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement ;
- le décret du 3 mars 2004 : le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Art. 3. L'appel à projets visé à l'article 1^{er} est lancé annuellement par l'administration au moyen d'une circulaire, et/ou de tout autre moyen que l'administration estime adéquat afin d'assurer une publicité à toute personne morale susceptible de créer un établissement d'enseignement obligatoire organisé ou subventionné par la Communauté française, ou de créer de nouvelles places au sein d'un établissement existant organisé ou subventionné par la Communauté française.

Les réponses à l'appel à projets sont formalisées dans un document dont le Ministre en charge des bâtiments scolaires arrête le modèle.

A partir de l'année scolaire 2019-2020, les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, s'ils font usage de la possibilité de limitation du taux du montant d'intervention et du plafond maximum d'intervention par projet prévu à l'article 13bis, § 2, alinéa 3, du décret du 5 février 1990, communiquent cette information à l'administration pour le 30 septembre de l'année scolaire en cours au plus tard.

Art. 4. Conformément aux articles 6, § 2, alinéa 9, du décret du 29 juillet 1992, *2bis*, alinéa 9, du décret du 13 juillet 1998 et *212bis*, alinéa 6, du décret du 3 mars 2004, chaque réponse éligible à l'appel à projets est analysée par l'administration en charge des infrastructures scolaires, qui vérifie la faisabilité technique et budgétaire du projet, et par les instances participant au monitoring, qui établissent une proposition de classement.

Pour l'enseignement ordinaire, le classement des projets se fait en classant premièrement les projets contribuant à atteindre l'objectif minimal correspondant à la somme des places nécessaires pour atteindre, dans chaque commune d'une zone ou partie de zone, une réserve de places vacantes égale ou supérieure à 7% de l'estimation du nombre de places disponibles (occupées ou vacantes) réalisée par la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, puis en classant les projets contribuant à atteindre l'objectif d'une réserve de places égale ou supérieure à 10%.

Art. 5. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 2 du décret du 5 février 1990, les critères de priorisation permettant d'évaluer l'efficacité des projets proposés sont :

1° le coût par place créée à charge du fonds visé à l'article *13bis*, § 1^{er}, du décret du 5 février 1990.

Ce critère ne peut servir qu'à départager entre eux des projets relevant de chacune des enveloppes visées respectivement à l'article *13bis*, § 2, 1°, *13bis*, § 2, 2° et *13bis*, § 2, 3°, du décret du 5 février 1990.

Le coût par place est calculé, par projet, eu égard au montant total de la subvention calculé par l'Administration auquel chaque pouvoir organisateur peut prétendre compte tenu de la possibilité de limitation du taux du montant d'intervention par projet et d'un plafond maximal d'intervention par projet prévus à l'article *13bis*, § 2, alinéa 3, du décret du 5 février 1990.

Dans l'enseignement spécialisé, ce coût par place est divisé par un coefficient lié aux nombres visés, pour les écoles fondamentales, à l'article 18, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux, et pour les écoles secondaires, à l'article 19 du même arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014. Le coût par place est ensuite pondéré par trois éléments :

a) le taux de croissance de la population scolarisée dans la zone ou partie de zone concernée pour l'enseignement ordinaire, ou dans la zone d'enseignement concernée pour l'enseignement spécialisé ;

b) le délai de mise en œuvre, correspondant à l'année scolaire d'ouverture du projet ;

c) le nombre de places à créer.

Pour l'enseignement ordinaire, ce nombre est celui qui est nécessaire pour constituer, dans chaque commune d'une zone ou partie de zone concernée, la réserve de places vacantes visées.

Pour l'enseignement spécialisé, ce nombre est celui qui doit être atteint pour que le nombre de places offertes dans l'enseignement spécialisé par rapport à l'ensemble des places disponibles (occupées et vacantes) dans les écoles ordinaires et spécialisées de la zone d'enseignement corresponde au pourcentage d'élèves résidents dans la zone et fréquentant l'enseignement spécialisé.

Pour établir la proposition de classement visée à l'article 5, alinéa 2, le nombre de places à créer est réajusté au fur et à mesure du classement des projets. Le coût par place pondéré s'apprécie sur la base des données arrêtées à la date de la réunion de la Commission inter-caractère lorsque celle-ci rend son avis au Gouvernement ;

2° l'intérêt pédagogique des projets par rapport :

a) à l'adéquation aux besoins des différents niveaux, sections, formes ou types d'enseignement par rapport à l'offre scolaire existante ;

b) au caractère innovant du projet pédagogique ;

3° la qualité du projet architectural par rapport à :

a) l'équilibre entre les espaces réservés à l'enseignement et les autres espaces ;

b) l'efficacité énergétique des bâtiments ;

c) la possibilité de mutualisation des espaces intérieurs et/ou extérieurs pouvant être utilisés à des fonctions autres qu'uniquement scolaires ;

d) l'existence, pour l'enseignement ordinaire uniquement, d'aménagements permettant de rendre le bâtiment inclusif et accessible aux élèves porteurs d'un handicap ;

4° la situation géographique de l'école par rapport à :

a) l'accessibilité, en particulier par les transports en commun et au moyen d'une mobilité douce ;

b) l'insertion dans l'environnement urbanistique ;

c) l'offre scolaire existante et par rapport aux autres projets de création de places.

Art. 6. Conformément aux articles 6, § 2, alinéas 10 et 11, du décret du 29 juillet 1992, *2bis*, alinéas 10 et 11, du décret du 13 juillet 1998, et *212bis*, alinéas 7 et 8, du décret du 3 mars 2004, la Commission inter-caractère analyse la proposition de classement de l'administration et des instances participant au monitoring, et remet au Gouvernement son avis.

Au terme du classement, si les moyens restant disponibles dans une ou plusieurs enveloppe(s) ne sont pas suffisants pour couvrir l'entièreté du montant de la subvention auquel le pouvoir organisateur classé en ordre utile pourrait normalement prétendre, ce solde est néanmoins proposé à ce pouvoir organisateur, qui doit répondre dans un délai de 6 semaines.

En cas d'accord de celui-ci, ce solde sera réputé avoir permis le financement du nombre de places proportionnel au montant disponible par rapport au montant initialement calculé.

En cas de refus, ce solde est proposé au(x) pouvoir(s) organisateur(s) suivant(s) classé(s) en ordre utile dans les mêmes conditions que celles visées à l'alinéa précédent, et ce jusqu'au 31 décembre de l'année considérée.

Le classement des projets peut comprendre une réserve de projets susceptibles d'être subventionnés si des projets mieux classés étaient abandonnés ultérieurement. Pour chaque projet, la Commission inter-caractère propose au Gouvernement un délai durant lequel les montants disponibles lui sont réservés. Ce délai ne peut dépasser la date de la réunion au cours de laquelle la Commission inter-caractère remet l'avis visé à l'alinéa 1^{er} dans le cadre de l'appel à projets suivant.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 octobre 2017 définissant les critères de priorisation et les modalités de l'appel à projets prévus par l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et l'article 2bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} février 2019.

Bruxelles, le 24 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et du Droit des femmes,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14651]

24 APRIL 2019. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de prioriteitscriteria voor de modaliteiten van de oproep tot projecten bedoeld in artikel 6, § 2 van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, artikel 2bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewone kleuter- en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving en artikel 212bis van het decreet van 3 maart 2004 betreffende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, artikel 6, § 2, alinea 5;

Gelet op het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewone kleuter- en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, artikel 2bis, alinea 5;

Gelet op het decreet van 3 maart 2004 betreffende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, artikel 212bis;

Gelet op het advies van de Algemene Inspectie van Financiën, gegeven op 26 oktober 2018;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 november 2017;

Gelet op het protocol van onderhandelingen van 6 december 2018 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigende en coördinerende organen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die door de Regering erkend zijn;

Gelet op de "gendertest" van 6 februari 2019, uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleiden van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de adviesvraag binnen dertig dagen die op 13 maart 2019 bij de Raad van State is ingediend, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste alinea, 2°, van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, alinea 2, van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State;

Gelet op het decreet van 5 februari 1990 betreffende schoolgebouwen voor niet-universitair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor schoolgebouwen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt de praktische modaliteiten van de oproep tot projecten voor de creatie van plaatsen bedoeld in artikel 6, § 2, vijfde lid, van het decreet van 29 juli 1992, in artikel 2bis, vijfde lid, van het decreet van 13 juli 1998 en in artikel 212bis, eerste lid, van het decreet van 3 maart 2004.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder de volgende definities:

- de administratie: de administratie belast met de infrastructuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

- de instanties die aan de monitoring deelnemen: de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem van het Algemeen bestuur Onderwijs, met de samenwerking, als uitgenodigde leden, het "Institut Wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS)", en "perspective.brussels", inzonderheid het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (BISA) en de "Service Ecole" zoals bedoeld bij artikel 69, § 5, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

- de Karakteroverschrijdende Commissie: de Karakteroverschrijdende Commissie bedoeld in artikel 11 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

- het decreet van 5 februari 1990: het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

- het decreet van 29 juli 1992: het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

- het decreet van 13 juli 1998: het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving;

- het decreet van 3 maart 2004 betreffende de organisatie van gespecialiseerd onderwijs.

Art. 3. De oproep tot projecten bedoeld bij artikel 1 wordt jaarlijks gedaan door de administratie via een omzendbrief, en/of elk ander middel dat de administratie aangepast acht om voor een ruime bekendmaking te zorgen bij iedere rechtspersoon die ertoe in staat zou zijn een instelling voor leerplichtonderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap op te richten of om nieuwe plaatsen te creëren binnen een bestaande instelling die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd.

De antwoorden op de oproep tot projecten worden geformaliseerd in een document waarvan de Minister bevoegd voor de schoolgebouwen het model bepaalt.

Vanaf het schooljaar 2019-2020 delen de organen die de inrichtende machten vertegenwoordigen en coördineren, indien zij gebruik maken van de mogelijkheid om het percentage van het bedrag van de interventie en het maximale interventieplafond per project, voorzien in artikel 13bis, § 2, derde lid van het decreet van 5 februari 1990, te beperken, deze informatie uiterlijk op 30 september van het lopende schooljaar mee aan de administratie.

Art. 4. Overeenkomstig de artikelen 6, § 2, alinea 9, van het decreet van 29 juli 1992, 2bis, alinea 9, van het decreet van 13 juli 1998 en 212bis, lid 6, van het decreet van 3 maart 2004, wordt elk in aanmerking komend antwoord op de oproep tot projecten geanalyseerd door de administratie die belast is met het beheer van de infrastructuur van de scholen, die de technische en budgettaire uitvoerbaarheid van het project controleert, en door de instanties die deelnemen aan de monitoring, die een rangschikkingsvoorstel stellen.

Voor het gewoon onderwijs gebeurt de rangschikking van de projecten door die projecten als eerste te rangschikken die bijdragen tot de minimumdoelstelling die overeenstemt met de som van de plaatsen die nodig zijn om in elke gemeente van een zone of een deel van een zone, een reserve van openstaande plaatsen te bereiken die gelijk is aan of groter is dan 7 % van het geraamde aantal beschikbare plaatsen (in gebruik of leeg) van de Algemene directie Sturing van het onderwijssysteem, en vervolgens projecten die bijdragen tot het bereiken van de doelstelling van een reserve van plaatsen gelijk aan of groter dan 10 %.

Art. 5. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 2 van het decreet van 5 februari 1990 zijn de prioriteitscriteria voor de beoordeling van de doeltreffendheid van de voorgestelde projecten:

1° de kosten per gecreëerde plaats ten laste van het fonds bedoeld in artikel 13bis, § 1, van het decreet van 5 februari 1990.

Dit criterium kan slechts worden gebruikt om een keuze te maken tussen de projecten die vallen binnen elk van de enveloppes bedoeld in respectievelijk artikel 13bis, § 2, 1°, 13bis, § 2, 2° en 13bis, § 2, 3° van het decreet van 5 februari 1990.

De kost per plaats wordt per project berekend aan de hand van het totale bedrag van de subsidie, berekend door de administratie, waarop elke inrichtende macht recht heeft, rekening houdend met de mogelijkheid om het percentage van het bedrag van de interventie te beperken en met een maximaal interventiecijfer per project zoals bedoeld in artikel 13bis, § 2, derde alinea, van het decreet van 5 februari 1990.

In het gespecialiseerd onderwijs wordt deze kost per plaats gedeeld door een coëfficiënt die gerelateerd is aan de aantallen bedoeld, voor de basisscholen, in artikel 18, § 1, van het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014 houdende de regels die de behoefte aan nieuwe of uitgebreide gebouwen en de fysieke en financiële normen voor schoolgebouwen, kostscholen en psycho-medisch-sociale centra bepalen, en voor het secundair onderwijs, in artikel 19 van hetzelfde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014. De kost per plaats wordt dan gewogen met drie elementen:

a) het groeitempo van de schoolbevolking in de betrokken onderwijszone of een deel ervan voor het gewone onderwijs, of in de betrokken onderwijszone voor het gespecialiseerd onderwijs;

b) de uitvoeringstermijn, die overeenkomt met het schooljaar waarin het project van start gaat;

c) het aantal plaatsen dat moet gecreëerd worden.

Voor het gewoon onderwijs is dit aantal het aantal dat nodig is om in elke gemeente van een betrokken zone of deel van een betrokken zone, de reserve van openstaande plaatsen waarnaar wordt verwezen, te vormen.

Voor het gespecialiseerd onderwijs is dit aantal het aantal dat moet worden bereikt om ervoor te zorgen dat het aantal aangeboden plaatsen in het gespecialiseerd onderwijs in verhouding tot het totale aantal beschikbare plaatsen (bezet en openstaand) in de gewone en gespecialiseerde scholen in de onderwijszone overeenkomt met het percentage leerlingen dat in de zone verblijft en het gespecialiseerd onderwijs volgt.

Om het rangschikkingsvoorstel bedoeld in artikel 5, alinea 2, op te stellen wordt het aantal te creëren plaatsen bijgestuurd naarmate de rangschikking van die projecten. De gewogen kost per plaats wordt beoordeeld op basis van de gegevens die zijn vastgesteld op de datum van de vergadering van de Karakteroverschrijdende commissie wanneer deze haar advies aan de Regering geeft.

2° de pedagogische waarde van de projecten in relatie tot:

a) de mate van behoefte aan verschillende onderwijsniveaus, -afdelingen, -vormen of -types in verhouding tot het bestaande schoolaanbod;

b) het vernieuwend karakter van het pedagogisch project;

3° de kwaliteit van het architecturaal project in verhouding tot:

a) het evenwicht tussen de ruimtes voorzien voor het onderwijs en de andere ruimtes;

b) de energie-efficiëntie van de gebouwen;

c) de mogelijkheid om binnen- of buitenruimtes te delen voor functies die niet alleen schools zijn;

d) het bestaan, alleen voor het gewoon onderwijs, van faciliteiten om het gebouw inclusief en toegankelijk te maken voor leerlingen met een handicap;

4° de geografische situatie van de school ten opzichte van:

a) de toegankelijkheid, met name met het openbaar vervoer en zachte mobiliteit.;

b) integratie in de urbanistische omgeving;

c) het bestaande schoolaanbod in relatie tot andere projecten om plaatsen te creëren.

Art. 6. Overeenkomstig de artikelen 6, § 2, tiende en elfde alinea van het decreet van 29 juli 1992, *2bis*, tiende en elfde alinea, van het decreet van 13 juli 1998 en *212bis*, zevende en achtste alinea van het decreet van 3 maart 2004, analyseert de Karakteroverschrijdende commissie het rangschikkingsvoorstel van het bestuur en de instanties die deelnemen aan de monitoring en brengt zij haar advies uit aan de Regering.

Indien na afloop van de rangschikking de in een of meer enveloppes beschikbare middelen niet toereikend zijn om het volledige bedrag van de subsidie te dekken waarop de inrichtende macht dat in nuttige volgorde is gerangschikt, normaliter recht zou kunnen hebben, wordt dit saldo toch aangeboden aan de inrichtende macht, die binnen een termijn van zes weken moet antwoorden.

Indien deze laatste daarmee instemt, wordt dit saldo geacht het mogelijk te hebben gemaakt het aantal plaatsen te financieren in verhouding tot het beschikbare bedrag ten opzichte van het oorspronkelijk berekende bedrag.

In geval van weigering wordt dit saldo aangeboden aan de inrichtende macht(en) die daarna gerangschikt zijn naar nuttige volgorde, onder dezelfde voorwaarden als die bedoeld in vorig lid, en dit, tot en met 31 december van het betrokken jaar.

De rangschikking van de projecten kan een reserve bevatten van projecten die zouden kunnen worden gesubsidieerd indien beter gerangschikte projecten later opgegeven zouden worden. Voor elk project, stelt de Karakteroverschrijdende Commissie aan de Regering een termijn voor gedurende welke de beschikbare bedragen ter beschikking worden voorbehouden. Deze termijn mag niet de datum van de vergadering overschrijden waarop de Karakteroverschrijdende commissie het in alinea 1 bedoeld advies uitbrengt in het kader van de volgende oproep tot projecten.

Art. 7. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 oktober 2017 tot vaststelling van de prioriteitscriteria en de modaliteiten van de oproep tot projecten bedoeld in artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en artikel *2bis* van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewone kleuter- en basisonderwijs en tot wijziging van de onderwijsregeling, wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2019.

Brussel, 24 april 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14652]

2 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant des montants plafonds pouvant être réclamés dans l'enseignement maternel en exécution de l'article 100, § 3, alinéa 2, 2° et 3°, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, l'article 100, § 3, alinéa 2, 2° et 3°, tel que remplacé par le décret du 14 mars 2019 ;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 18 décembre 2018 ;

Vu le « test genre » du 04/12/2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 janvier 2019 ;

Vu le protocole de négociation avec le comité de négociation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés, conclu en date du 7 février 2019 ;